

APPEL DE QUALIFICATION POUR LA CONCEPTION, LA CONSTRUCTION, LE FINANCEMENT, L'EXPLOITATION, L'ENTRETIEN ET LA RÉHABILITATION DU PARACHÈVEMENT EN MODE DE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ DE L'AUTOROUTE 30 DANS LA RÉGION DE MONTRÉAL

N° DE PROJET : 20-5400-9301-X2

Addenda n° 6

Le ministère des Transports du Québec désire vous informer que les sections 6.2 et 6.5.1 de l'Appel de qualification ont été modifiées. Vous trouverez ci-dessous ces sections dûment modifiées :

Section 6.2 de l'Appel de qualification

Engagement de certains conseillers ou experts par un Candidat

En raison de l'accomplissement de mandats ou tâches liés au Parachèvement en PPP de l'A-30 ou au parachèvement en PPP de l'autoroute 25, certains conseillers ou experts ou certains individus œuvrant ou ayant œuvré pour le compte de l'un ou l'autre de ces conseillers ou experts pourraient, s'ils devaient faire partie de l'équipe d'un Candidat, d'un de ses Membres, Participants ou s'ils agissaient comme Personnes clés ou si leurs services devaient être retenus par ceux-ci, se mettre en situation de conflit d'intérêts avec l'intérêt du Ministre, faire bénéficier le Candidat, l'un de ses Membres, Participants ou Personnes clés d'un avantage indu au détriment d'autres Candidats, Membres, Participants ou Personnes clés, ou encore être en possession d'information confidentielle découlant de l'accomplissement de ces mandats ou tâches.

En conséquence, un Candidat, l'un de ses Membres, Participants ou Personnes clés ne peut dans l'accomplissement de mandats ou tâches liés au Parachèvement en PPP de l'A-30, retenir les services des Personnes visées du premier groupe avant la mise en service de l'Infrastructure, alors qu'il ne peut retenir les services des Personnes visées du deuxième groupe avant la signature de l'Entente de partenariat.

Dans le cadre du présent Appel de qualification, lorsqu'un Candidat ou l'un de ses Membres, Participants ou Personnes clés désire utiliser les services d'une Personne visée du premier groupe ou du deuxième groupe dans l'accomplissement de mandats ou tâches liés au Parachèvement en PPP de l'A-30 à l'intérieur des périodes mentionnées ci-dessus, il devra dans chaque cas en aviser immédiatement le Représentant du ministre par écrit et le Ministre aura

dix (10) jours pour signifier son refus par écrit. Le Ministre sera réputé y consentir s'il omet de s'objecter à cet égard dans le délai imparti de dix (10) jours. Le Ministre pourra, à son entière discrétion, refuser de consentir pareille autorisation.

Les modalités applicables à l'engagement des Personnes visées du premier groupe ou du deuxième groupe dans les étapes ultérieures au présent Appel de qualification seront précisées dans l'Appel de propositions ou dans l'Entente de partenariat, selon le cas.

Toute dérogation aux dispositions de la présente section 6.2 pourra entraîner la disqualification du Candidat.

Personnes visées du premier groupe

Aux fins du présent Appel de qualification, font partie des Personnes visées du premier groupe, les conseillers, experts et individus suivants :

- Conseillers en ingénierie :

Groupement CBR dont les parties constituantes sont CIMA+ s.e.n.c.; BPR Inc.; Roche Ltée, groupe conseil;

Les consultants S.M. inc.; Dessau-Soprin inc.; Consortium SM/Dessau-Soprin; SM, Pelletier et associés;

- Conseillers spéciaux :

VYM Consultants Inc.;

Partnerships British Columbia;

A.H.B. 2000 Inc.

- Conseillers en économie, finance et processus de sélection :

KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l.;

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

- Conseillers en achalandage et revenus :

PB Consult Inc.; Travol inc.; Groupe HBA, experts conseils, s.e.n.c.; HBA Specto Inc.; Les Conseillers ADEC Inc./Géocom; Inro Solution Inc.; Groupe conseil Loctrans Inc.;

- Conseillers juridiques :

Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l.

Fraser Milner Casgrain s.e.n.c.r.l.;

- Vérificateur du processus de sélection :

Me Marc-André Patoine

- Les individus œuvrant ou ayant œuvré pour le compte des conseillers ou experts de ce premier groupe dans l'accomplissement de mandats ou tâches liés au Parachèvement en PPP de l'A-30 et, dans les cas de PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. et de Fasken Martineau DuMoulin S.E.N.C.R.L., s.r.l., les individus œuvrant ou ayant œuvré pour le compte de ces firmes dans l'accomplissement de mandats ou tâches liés au parachèvement en PPP de l'autoroute 25.

Personnes visées du deuxième groupe

Aux fins du présent Appel de qualification, font partie des Personnes visées du deuxième groupe, les conseillers, experts et individus suivants :

- Conseillers en ingénierie et laboratoires :

EXCOTECH Inc.; Le Groupe-conseil Lasalle Inc.; Parsons, Brinckerhoff, Quade & Douglas, inc.; Paul Gauvreau, ingénieur; Guy Doré; Laboratoires d'expertises de Québec Ltée (LEQ); Foramec inc.;

Groupe Qualitas inc.;

- Conseillers spéciaux :

Suffolk Consulting Inc.;

- Conseillers en communication :

Octane Stratégie Inc.; Richard Vigneault;

- Les individus œuvrant ou ayant œuvré pour le compte des conseillers ou experts de ce deuxième groupe dans l'accomplissement de mandats ou tâches liés au Parachèvement en PPP de l'A-30.

Section 6.5.1 de l'Appel de qualification

Conflit d'intérêts

Le Candidat, ses Membres, Participants et Personnes clés conviennent d'éviter toute situation qui mettrait en conflit leurs intérêts respectifs et l'intérêt du Ministre, du Ministère, du gouvernement du Québec ou du gouvernement du Canada. Le Candidat, ses Membres et Participants s'engagent également à ce que les membres de leur personnel ou représentants respectifs en fassent tout autant. Si une situation de conflit d'intérêts se présente ou si le Candidat désire faire clarifier une situation de conflit d'intérêts potentiel, le Candidat doit

immédiatement en informer le Représentant du ministre par écrit. Le Ministre pourra, à son entière discrétion, indiquer comment il peut y être remédié ou encore disqualifier le Candidat.

Le Ministre a nommé un arbitre de conflit d'intérêts dont le mandat consiste à rendre des décisions à l'égard de tout désaccord relatif à une décision du Ministre quant aux questions de conflit d'intérêts qui peuvent être soulevées dans le cadre du présent Appel de qualification. Si un Candidat, un de ses Membres, Participants ou Personnes clés est en désaccord avec une décision du Ministre prise en vertu de la présente section ou de la section 6.2, il peut demander par écrit au Représentant du ministre de soumettre la question pour révision à l'arbitre de conflit d'intérêts. Le Candidat, un de ses Membres, Participants ou Personnes clés doit expliquer dans sa demande de révision les motifs de son désaccord. L'arbitre de conflit d'intérêts prendra connaissance de ces motifs et rendra la décision qu'il juge appropriée. Toute décision de l'arbitre de conflit d'intérêts sera finale et exécutoire à l'égard des Personnes ayant effectué la demande d'arbitrage et de toute autre partie à l'Appel de qualification, y compris un Candidat, un Membre, un Participant ou une Personne clé, et les Personnes liées à ceux ci.

Le 13 décembre 2006

REQUEST FOR QUALIFICATIONS FOR THE DESIGN, CONSTRUCTION, FINANCING, OPERATION, MAINTENANCE AND REHABILITATION OF THE AUTOROUTE 30 COMPLETION IN THE MONTREAL AREA USING A PUBLIC-PRIVATE PARTNERSHIP APPROCH

PROJECT NO. : 20-5400-9301-X2

Addendum No. 6

The Ministère would like to inform you that sections 6.2 and 6.5.1 of the Request for Qualifications were modified. You will find below both sections duly modified:

Section 6.2 of the Request for Qualifications

Hiring of Certain Consultants or Experts by a Respondent

As a result of working on tasks or assignments related to the A-30 PPP Completion or the Autoroute 25 PPP Completion, certain consultants and experts or certain individuals who work or worked for any such consultants or experts could, if they were to be part of the team of a Respondent, including its Members, Participants or if they were to act as Key Individuals or if their services were to be retained by any of them, put themselves in a situation where their personal interests would come into conflict with those of the Minister, give an unfair advantage to a Respondent or any of its Members, Participants or Key Individuals to the detriment of other Respondents, Members, Participants or Key Individuals or be in possession of confidential information obtained from working on such tasks or assignments.

Accordingly, in performing tasks or assignments related to the A-30 PPP Completion, neither a Respondent nor any of its Members, Participants or Key Individuals may retain the services of any Person from group one before the Infrastructure is commissioned or the services of any Person from group two before the signing of the Partnership Agreement.

For the purpose of this Request for Qualifications, when a Respondent or any of its Members, Participants or Key Individuals wishes to make use of the services of any Person from group one or group two to perform tasks or assignments in connection with the A-30 PPP Completion within the above mentioned periods, the Respondent shall in each case immediately give written notice to the Minister's Representative and the Minister shall have ten (10) days to indicate his refusal in writing. If the Minister fails to object within such period of ten (10) days,

he shall be deemed to have consented. The Minister may, at his sole discretion, refuse to grant such authorization at any time.

In the subsequent stages to this Request for Qualifications, the terms and conditions applicable to the hiring of Persons from group one or Persons from group two will be specified in the Request for Proposals or in the Partnership Agreement, as the case may be.

Any departure from such conditions provided for in this Section
n 6.2 could result in the disqualification of the Respondent.

Persons from Group One

For the purposes of this Request for Proposals, the following consultants, experts and individuals are Persons from group one:

- Engineering consultants:

Groupement CBR, which consists of CIMA+ s.e.n.c.; BPR Inc.; Roche Ltée.,
groupe conseil;

SM Consultants Inc.; Dessau-Soprin Inc.; the SM-Dessau-Soprin consortium;
SM-Pelletier et associés;

- Special consultants:

VYM Consultants Inc.;

Partnerships British Columbia;

A.H.B. 2000 Inc.

- Economic, financial and selection process consultants:

KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l.;

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

- Traffic and revenue consultants:

PB Consult Inc.; Travol inc.; Groupe HBA, experts conseils, s.e.n.c.; HBA
Specto Inc.; Les Conseillers ADEC Inc./Géocom; Inro Solution Inc.; Groupe
conseil Loctrans Inc.

- Legal advisors:

Fasken Martineau DuMoulin s.e.n.c.r.l., s.r.l.

Fraser, Milner, Casgrain s.e.n.c.r.l.

- Selection Process Auditor:

Me Marc André Patoine

- The individuals who work or worked for the consultants or experts from group one on tasks or assignments related to the A-30 PPP Completion and, in the case of PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. and Fasken Martineau DuMoulin s.e.n.c.r.l. s.r.l., those individuals who work or worked for those firms in performing tasks or assignments related to the Autoroute 25 PPP Completion.

Persons from Group Two

For the purposes of this Request for Proposals, the following consultants, experts and individuals are Persons from group two:

- Engineering and laboratory consultants:

EXCOTECH Inc.; Le Groupe conseil Lasalle Inc.; Parsons Brinckerhoff Quade & Douglas, inc.; Paul Gauvreau, Engineer; Guy Doré; Laboratoire d'expertise de Québec Ltée (LEQ); Foramec inc.;

Groupe Qualitas inc.;

- Special consultants:

Suffolk Consulting Inc.;

- Communications consultants:

Octane Stratégie Inc.; Richard Vigneault;

- The individuals who work or worked for the consultants or experts from group two on tasks or assignments related to the A-30 PPP Completion.

Section 6.5.1 of the Request for Qualifications

Conflicts of Interest

The Respondent and its Members, Participants and Key Individuals agree to avoid any situation that would put their respective interests in conflict with those of the Minister, the Ministère or the Governments of Québec or Canada. The Respondent and its Members and Participants agree as well to ensure that the members of their respective staffs or representatives do the same. Should such a situation occur or should the Respondent wish to clarify a potential conflict of interest situation, he must immediately inform the Minister's Representative in writing. The Minister may, at his sole discretion, render any decision with respect to whether or not there is a conflict of interest, indicate how it can be remedied or disqualify the Respondent.

The Minister has appointed a conflict of interest arbitrator whose mandate consists in ruling on disputes regarding the Minister's decisions on any conflict of interest issues in connection with this Request for Qualifications. If a Respondent or one its Members, Participants or Key Individuals disagrees with a decision by the Minister in connection with this Section or Section 6.2, he may request in writing that the Minister's Representative submit the issue to the conflict of interest arbitrator for review. The Respondent or one its Members, Participants or Key Individuals shall explain in the request for review the reasons why he disagrees. The conflict of interest arbitrator will take notice of such reasons and render the ruling he deems appropriate. All decisions by the conflict of interest arbitrator will be final and enforceable against the Persons that requested arbitration and any other party to the Request for Qualifications, including a Respondent, Member, Participant or Key Individual and their Associates.

December 13, 2006